

FIN DE LA PÉRIODE «RÉSISTANTE»...

Il demeure encore, dans la classe ouvrière comme dans la petite bourgeoisie en voie de prolétarisation, de nombreuses illusions sur «*l'esprit*» de la résistance. Beaucoup de Français ont sincèrement cru que la lutte commune contre l'occupant avait créé un climat nouveau et qu'après la libération un souffle nouveau animerait la vie de la nation.

Pas un parti n'a voulu ou n'a osé briser ces illusions, pas même ceux qui se font cependant gloire de ne considérer que les froides réalités. Bien au contraire, chaque formation politique s'est attachée à exploiter le mythe de la résistance et réaliser de profitables opérations en brandissant qui ses listes de morts, qui sa fidélité à de Gaulle, qui sa participation aux maquis. A force de tirer sur le drapeau du patriotisme pour couvrir les actes les plus contradictoires et les positions les plus antagonistes, la France entière est devenue tricolore, y compris Flandin et Thorez.

Ne nous en étonnons pas. Dans la période actuelle, où la vie nationale se décompose, où l'économie du pays est entièrement dépendante de l'étranger, il est logique que les mets anciens servent à marquer les situations nouvelles. La France, c'est-à-dire le régime capitaliste français, ne peut se maintenir qu'en offrant aux puissances demeurées intactes, aux colosses qui dominent le monde, un marché pour leur marchandise, une main-d'œuvre qualifiée à bon marché et, le cas échéant, quelques divisions.

La bourgeoisie française, les hommes d'État et les chefs des grands partis savent tout cela depuis long-temps. C'est même là que réside leur force. Entre Washington, Londres, Moscou et les masses populaires, il faut un appareil capable de gouverner le territoire français pour le compte et suivant les consignes de l'étranger. Sans doute schématisons-nous à l'extrême, mais quelques situations particulières ne sauraient mettre en défaut cette règle générale.

La question, pour eux, est de savoir dans quelle orbite la France doit entrer, pour que leurs intérêts de classe, de caste ou de clan demeurent intacts. Les uns, industriels et financiers, choisissent le bloc occidental; les autres, techniciens et mercenaires, préfèrent le bloc de l'Est, car sa victoire leur apparaît comme signifiant leur triomphe propre. Tous, parlant de résistance, de patrie, de souveraineté nationale ou de défense des travailleurs, agissent en fait comme des collaborateurs (dans le sens que l'on donnait à ce mot sous l'occupation allemande).

Comme en 1939, il est facile, en étalant les multiples feuilles quotidiennes ou hebdomadaires, d'indiquer quelle est la capitale et le capital que ces organes représentent. Le mouvement ouvrier lui-même n'est pas exempt de cette maladie et il ne faut pas chercher bien loin pour trouver qui, en définitive, alimente la «*Vie Ouvrière*» et qui soutient «*Force ouvrière*».

Que l'esprit de résistance soit bien mort et que seule la formule subsiste, il n'est qu'à voir le tandem Giraud-de Gaulle pour s'en convaincre et l'attitude bienveillante des États-Unis envers le mouvement gaulliste, considéré aujourd'hui comme pouvant contrebalancer la poussée russe dans le vie intérieure française.

Un jour on appellera le prolétariat français à lutter pour que le programme de la Résistance soit appliqué, de Gaulle et Thorez seront les champions de cette nouvelle croisade.

Sachons dès à présent qu'il ne peut être question pour ces porte-paroles de l'impérialisme, que de défendre l'un ou l'autre des ennemis mortels du mouvement révolutionnaire: la capitalisme yankee et ses vassaux français, ou la capitalisme d'État russe et sa bureaucratie locale. Choisir entre les deux, c'est choisir son bourreau. Il y a encore dans l'Europe décadente et vaincue, assez de forces révolutionnaires pour imposer la troisième issue, celle du socialisme libertaire et internationaliste.